

| L'AFRIQUE, | | POUR UN ELECTROCHOC DE LA CRISE SANITAIRE ? |

On ne sait encore la sévérité du choc du COVID-19 sur l'Afrique. On la pressent, on la redoute mais il est déjà établi que **le choc économique** qui la frappe d'ores et déjà et qui va s'amplifier **sera dévastateur**. L'Afrique et ses partenaires se doivent de réagir efficacement, en menant des actions pertinentes, en se coordonnant mieux, avec le souci de ne pas seulement répondre aux urgences du moment mais de s'attaquer aussi aux maux qui affectent structurellement les pays. Vaste programme mais le caractère exceptionnel de cette crise invite à être audacieux.

L'Afrique connaît régulièrement des pandémies dont on parle (EBOLA) mais est en proie à des **maladies chroniques qui tuent davantage que ces épidémies**. La malaria frappe chaque année près de deux cents millions d'africains et en tue 400 000, sans qu'un vaccin soit disponible.

Le coronavirus est d'une autre nature car ce n'est pas une épidémie africaine mais mondiale aux effets économiques ravageurs. Elle mobilise et perturbe bien davantage même si elle tue moins.

Bien que marginale dans la mondialisation économique (4% du PIB et 2% du commerce mondial), **l'Afrique subit frontalement les effets de la récession** et de la désorganisation qui frappent la planète. Neuf pays africains sur dix sont dépendants, pour leurs exportations, à plus de 60% de matières premières agricoles et minières, dont les cours subissent actuellement des baisses parfois vertigineuses. Les transferts de fonds des travailleurs à l'étranger (40% des ressources en devises) vont pâtir du chômage et de la basse conjoncture en Europe et dans les pays arabes, le tourisme (10% du PIB) se tarit.

Ce choc économique, qui précède et suivra le choc sanitaire, va ébranler une économie africaine déjà souffrante. L'Afrique est trop diverse, trop disparate pour que l'on raisonne en moyenne mais de forts traits communs existent tout comme, l'interdépendance. Il est difficile de bien se porter quand autour de soi cela va mal.

Ces trois dernières années, la croissance sub-saharienne a été globalement médiocre, la hausse du PIB a été à peine supérieure à celle de la population. Certains États arrivent à tirer leur épingle du jeu mais souvent au prix d'un surcroît d'endettement

interne et externe. Ce qui n'est pas un mal en soi mais un facteur de fragilité comme on le voit aujourd'hui avec la fuite des capitaux et la fermeture aux financements privés.

La priorité est naturellement de **donner les moyens à l'Afrique de riposter à la vague** du coronavirus qui enfle et peut la balayer durement, humainement et économiquement. C'est ce vers quoi le G20 s'achemine avec un moratoire de la dette et des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux qui redéployent des crédits et mobilisent de nouveaux financements.

Mais, il faut déjà penser à la reconstruction qui suivra. **L'Afrique est redevenue ces dernières années un terrain de compétition** entre grandes et moins grandes puissances, après avoir été délaissée au profit de l'Asie émergente.

Cette compétition a ouvert le jeu des Africains et stimulé les bonnes volontés des agences d'aide, mais sans vraiment changer la donne. L'aide occidentale à l'Afrique a baissé ces dernières années et les investissements étrangers ont stagné. Les infrastructures sont insuffisamment financées, leur durée d'exécution s'est allongée et la coordination demeure imparfaite.

Avec cet arrière-plan, la Chine a pris des positions et consenti des efforts importants mais rencontre des difficultés croissantes et devient la cible de critiques, plus ou moins fondées. L'Europe a renforcé sa priorité à l'Afrique, et le premier déplacement de la Commission européenne fut en Afrique. Les Etats-Unis retrouvent de l'intérêt à y être présents. Les institutions régionales et mondiales de développement augmentent leurs moyens en faveur du continent.

La nouvelle crise économique offre aux partenaires de l'Afrique **une occasion historique de dépasser leurs différences et différends**. Ce qui se dessine au G20, avec des Chinois qui accepteraient les règles multilatérales pour le moratoire et le rééchelonnement des dettes, est un bon signe.

Il faut aller plus loin et privilégier une même approche pour un programme de redressement de l'Afrique. Sous la direction des Africains, partager des analyses, des priorités, des plans d'action pour que la conjugaison des aides soit la plus optimale possible. C'est une tâche complexe et pleine d'embûches mais elle mérite d'être tentée, en mêlant ambition et pragmatisme. Elle réintroduirait la cohérence et la solidarité qui ont fait défaut ces dix dernières années.

Serge DEGALLAIX